

les nouvelles Survival

50-51

Été 2003



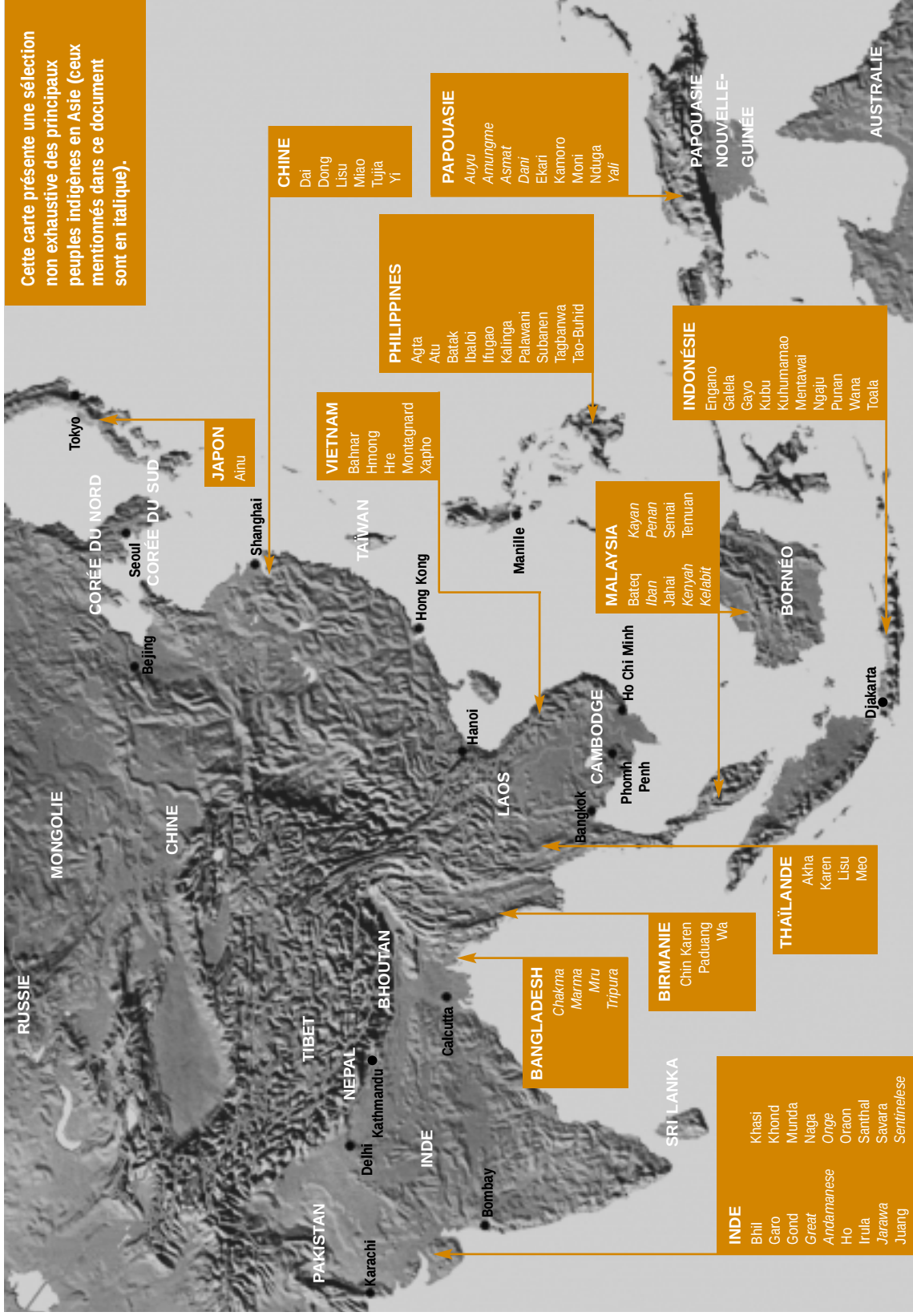
de la sibérie au sarawak les peuples indigènes en asie

Survival
pour les peuples
indigènes



www.survival-international.org

6 €



De la Sibérie au Sarawak

Les peuples indigènes en Asie

Numéro
spécial des
Nouvelles de
Survival

Les Nouvelles de Survival n° 50-51
Abonnement : 13 €; soutien : 24 €
Responsable : J.-P. Razon
Rédaction, traduction : C. Cheret,
D. Dautier, P.-A. Gendre, S. Ginel,
J.-P. Razon
Imprimerie : Corlet, Condé-sur-Noireau
ISSN : 1154-1210 CP : 72585
Dépôt légal : 2ème trimestre 2003
© Survival International (France) 2003
pour la version française
© Survival International 2002
Ce numéro spécial est la traduction de
'Siberia to Sarawak. Tribal peoples of
Asia' (ISBN 0-946592-21-7) publié par
Survival International (éditeurs : Sophie
Grig et Caroline Pearce)
Photo couverture : pêcheurs jarawa,
îles Andaman, Inde. © Salome/Survival

Survival
Royaume-Uni
6 Charterhouse Buildings
London EC1M 7ET
T 020 7687 8700
F 020 7687 8701
info@survival-international.org

France
45 rue du Faubourg du Temple
Paris 75010
T 01 42 41 47 62
F 01 42 45 34 51
info@survivalfrance.org

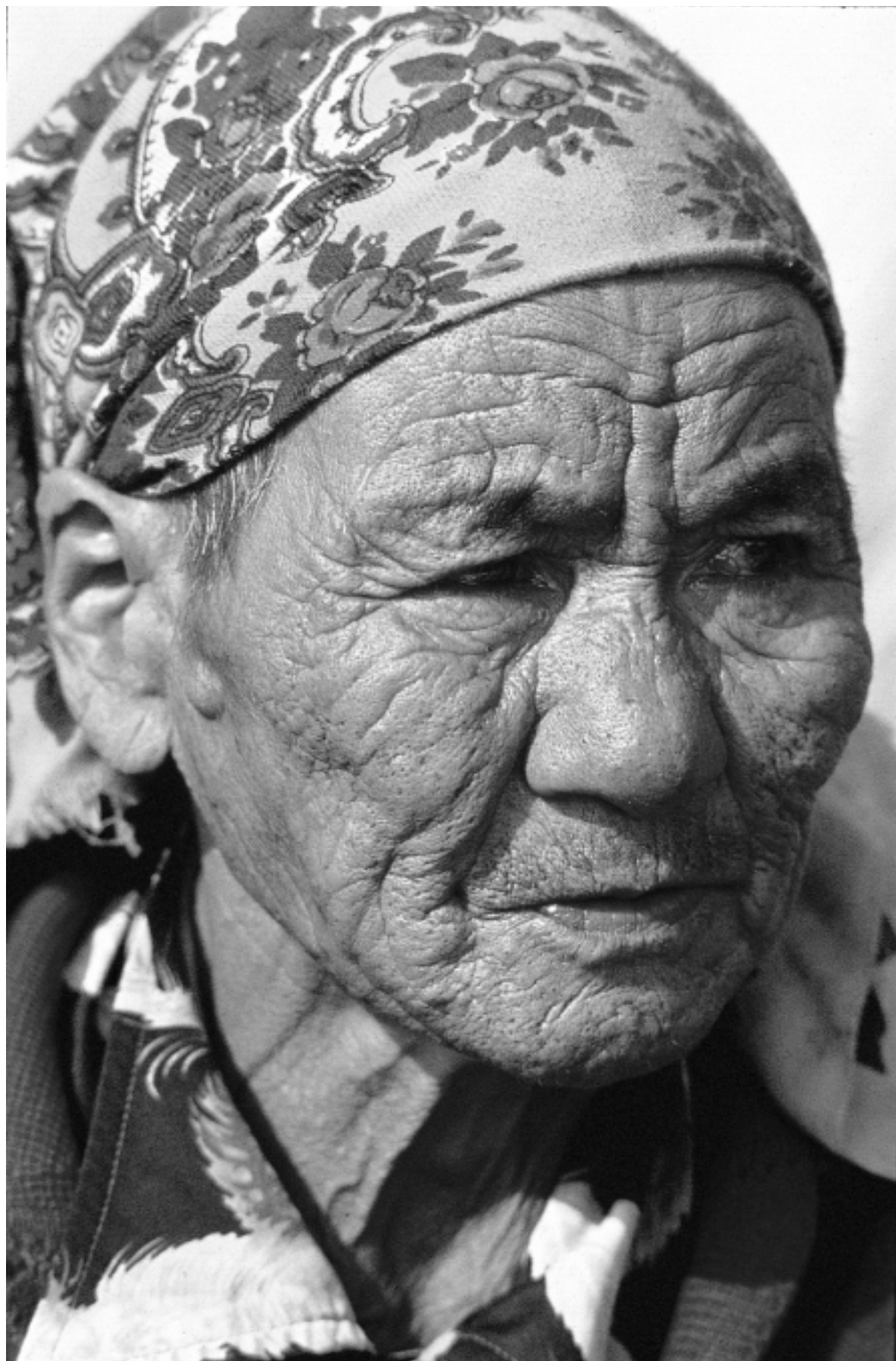
Italie
Casella postale 1194
20101 Milan
T (02) 8900671
F (02) 8900674
info@survival.it

Espagne
Calle Príncipe 12, Piso 3,
Madrid 28012
T (91) 521 7283
F (91) 523 1420
survival@eurosur.org

www.survival-international.org

SOMMAIRE

Introduction	5
qui sont les peuples d'Asie?	
Îles Andaman, Inde	11
un paradis en sursis	
Papouasie, Indonésie	17
une brutale invasion	
Sarawak, Malaisie	23
les gardiens de la forêt	
Chittagong Hill Tracts, Bangladesh	27
génocide dans les hills tracts	
Sibérie, Russie	31
'petits peuples' du nord	



Qui sont les peuples d'Asie ?

Les peuples indigènes, en Asie comme dans le reste du monde, constituent généralement des minorités en marge des populations dominantes. Ils parlent leur propre langue et sont pour la plupart autosuffisants. Leur économie est étroitement liée à la terre à laquelle ils sont intimement attachés. Leur culture est différente de celles des populations majoritaires des pays où ils vivent, elle est héritée de leurs ancêtres et adaptée à leur situation actuelle. Bien souvent, ils occupent leur territoire depuis des milliers d'années. Au-delà de ces observations, il est difficile de trouver d'autres traits communs aux peuples indigènes d'Asie. Ils comprennent une grande diversité de communautés, menant des modes de vie très différents dans des milieux naturels extrêmement variés. On compte parmi eux des éleveurs en Sibérie arctique, des cultivateurs dans les montagnes accidentées de Thaïlande et du Bangladesh ou dans les forêts de Malaisie et de Papouasie, enfin des chasseurs-cueilleurs à travers tout le continent, des terres glacées de Sibérie jusqu'aux îles tropicales Andaman. Leur niveau de contact avec le monde extérieur est très variable : les peuples autochtones du Sarawak, à Bornéo, ont par exemple maintenu des contacts continus depuis la colonisation datant du XIX^e siècle. En revanche, les Sentinele des îles Andaman n'ont aucun contact amical en dehors de leur groupe. Dans certains endroits, comme en Papouasie, le degré de contact peut considérablement varier à l'intérieur même du pays. Dans la plupart des régions d'Asie, les peuples indigènes représentent de petites minorités ; en Nouvelle-Guinée cependant, la totalité de la population est autochtone, mis à part les colons qui se sont installés dans la partie occidentale de l'île, la Papouasie, à la suite de son occupation par l'Indonésie.

Violence

Oppression et marginalisation, tel est le vécu que partagent les peuples indigènes d'Asie. Ils endurent souvent une violence frontale : les pires atrocités recensées contre des peuples autochtones au cours des dernières années ont eu lieu en Asie. Le génocide continu perpétré à l'encontre des communautés indigènes de Papouasie – où les forces armées indonésiennes se rendent constamment coupables de viols, tueries et tortures de villageois innocents – représente aujourd'hui la pire oppression vécue par ces peuples à l'échelle internationale. Contraintes aux travaux forcés en Birmanie, ces communautés redoutent constamment les massacres perpétrés par l'armée. Au Bangladesh, les Jumma ont dû résister pendant près de 30 ans à une menace continue de génocide. La signature récente d'un accord avec le gouvernement laisse entrevoir aujourd'hui l'espoir d'une issue favorable.

Les peuples indigènes d'Asie, parmi les plus isolés au monde, ont souvent été victimes de guerres qui ne les concernaient pas. Un grand nombre d'entre eux auraient succombé aux bombardements et à l'occupation des îles Andaman par les Japonais entre 1942 et 1945. À l'heure actuelle, les conflits armés sont responsables d'un nombre considérable de victimes dans les communautés autochtones de

Il existe encore en Asie des tribus qui ne sont pas en contact avec le monde extérieur.

Page de gauche :
femme koryak,
Kamchatka, Sibérie.
© Paul Harris/Survival

'NOUS NE POUVONS ATTENDRE. NOUS NE POUVONS ATTENDRE QUE SOIT TOTALEMENT DÉTRUITE LA TERRE DE NOS ANCÊTRES, QUE MEURE NOTRE CULTURE QUI EST SI PROFONDÉMENT ENRACINÉE DANS LA NATURE, UNE NATURE VIVANTE. NOUS NE POUVONS ATTENDRE PARCE QU'IL RESTE SI PEU D'ENTRE NOUS.'
Porte-parole udege, Sibérie 1998

Les peuples d'Asie ont su résister aux menaces que gouvernements et compagnies font peser sur leurs terres et leurs vies.

Chine, de Birmanie et de certaines parties d'Indonésie ; ils l'ont été par le passé au Vietnam, au Bangladesh et au Cambodge.

‘Développement’

S'ils échappent à de telles violences, ces peuples sont alors victimes du ‘développement’ économique rapide de la région et de la mainmise des gouvernements et des multinationales sur leurs terres. Dans la plupart des pays d'Asie où les droits territoriaux des peuples autochtones sont reconnus, le gouvernement conserve le pouvoir d'outrepasser ces droits au nom de l'‘intérêt économique’ national. Tous les projets, allant de la déforestation à la construction de barrages, peuvent trouver ainsi une justification, ce qui met en péril des millions d'individus indigènes dont la terre est la condition essentielle de leur survie. En Malaisie, par exemple, 10 000 personnes ont été expulsées de leurs territoires pour la construction d'un barrage hydroélectrique qui pourrait ne jamais voir le jour. Aux Philippines, le tiers d'un territoire, dont la majeure partie appartenait à des peuples indigènes, a été octroyé à des compagnies minières. Pétrole en Sibérie, bois au Sarawak, ces projets de développement sont innombrables et dans chacun des cas les droits territoriaux des peuples indigènes sont immanquablement bafoués au nom du développement économique, ce qui a des conséquences dramatiques pour les communautés.

Intégration

Les gouvernements affirment souvent – parfois de bonne foi – agir dans l'intérêt des peuples concernés. L'idée est largement répandue en Asie qu'il s'agit de populations ‘primitives’ et ‘attardées’, à qui il faut imposer un autre mode de vie, de force si cela s'avère nécessaire. La spoliation de leur terre pour les besoins de gros projets économiques, ou la violence que leur font subir les gouvernements trouvent ainsi une justification derrière laquelle se cache la volonté de les ‘assimiler’ et de les ‘intégrer’. Dans le cas des îles Andaman par exemple, la population des Grands Andamanais a chuté de 5 000 à 41 individus en moins de 150 ans. Ceci est dû à des politiques désastreuses guidées par le paternalisme et la notion de ‘progress’ qui promeut la sédentarisation et l'enseignement de l'agriculture au détriment de la chasse et de la cueillette. Survival œuvre

aujourd'hui pour s'assurer que ne soit pas réservé le même sort aux autres tribus des îles.

Dans la plupart des cas, les peuples indigènes sont attaqués sur plusieurs fronts à la fois. Menacés de voir leur terre détruite par la plus grande mine de cuivre et d'or au monde, les Amungme et les Kamoro de Papouasie doivent également affronter les menaces de torture et de mort proférées par les militaires indonésiens recrutés pour ‘protéger’ la mine. En Sibérie, la volonté du Soviet Suprême de bâtir une société homogène conduisit à des politiques d'assimilation – incluant notamment l'enlèvement à leurs familles d'enfants indigènes pour les placer dans des pensionnats où il leur était interdit de parler leur langue – qui engendrèrent un profond démantèlement culturel et social avec pour résultat une hausse inquiétante des taux d'alcoolisme et de suicide. Au même moment, les industries d'État de gaz et de pétrole prenaient le contrôle des terres indigènes.

Résistance

Ces problèmes peuvent sembler insurmontables ; de nombreux peuples indigènes ont toutefois remporté des succès, ils sont, dans certains cas, parvenus à vaincre les difficultés et à résister aux menaces. Récemment, les Jarawa, un peuple isolé des îles Andaman en Inde, ont vu leur situation évoluer considérablement. Ils étaient, d'une part, menacés par la politique de sédentarisation forcée du gouvernement, qui aurait inévitablement eu pour conséquence leur extinction provoquée par les maladies, la dépression et le désespoir ; d'autre part, une route percée au cœur de leur territoire apportait le danger quotidien de nouvelles maladies et de conflits associés aux colons, braconniers et coupeurs de bois. Suite à la campagne de Survival, la Cour suprême indienne a ordonné la fermeture de la route, l'expulsion des colons et de tout étranger aux terres indigènes ; enfin, elle a interdit toute exploitation forestière sur les îles. Il s'agit là de l'un des plus importants succès que Survival ait remporté dans son combat en faveur des peuples indigènes.

En 1997, les Jumma du Bangladesh, signèrent un traité de paix avec le gouvernement. Cet accord reconnaissait pour la première fois leur terre comme ‘région de peuplement indigène’,



Jeune fille itel'men,
Kamchatka, Sibérie.
© Paul Harris/Survival

ce qui leur a permis d'obtenir un certain contrôle sur l'administration et la situation de la région. C'est là une avancée significative, même s'il est toujours difficile de rendre effective une telle décision. Un porte-parole jumma a déclaré à Survival : 'Cet accord est pour nous une étape positive... Nous sommes très reconnaissants à Survival et à la communauté internationale d'avoir exercé une pression sur le gouvernement du Bangladesh sans laquelle il ne se serait jamais assis à la table des négociations'. Certaines campagnes de Survival ont également conduit à des succès en Indonésie, en Papouasie et en Sibérie où les terres indigènes ont été préservées des incursions d'étrangers et sauvées de la destruction qu'aurait engendrée leur exploitation pour le papier, le bois ou le pétrole qu'elles recèlent.

Peuples premiers

Les similitudes au sein du monde indigène ne se limitent pas aux problèmes et aux luttes. En Asie comme ailleurs, les peuples autochtones partagent un attachement profond à leur territoire. C'est en général la perte et la destruction de celui-ci qui est à l'origine des terribles difficultés qu'ils rencontrent. Souvent, ils y vivent depuis des milliers, voire des dizaines de milliers d'années. C'est pourquoi on dit

qu'ils sont les 'indigènes' de cette région : ce qui signifie qu'ils ont été les premiers à occuper ce territoire, bien avant que ne s'y installent d'autres peuples et d'autres tribus. L'usage du terme 'indigène' est pourtant controversé en Asie.

En Amérique ou en Australie, il est facile de définir qui est indigène : ce sont ceux qui peuplaient exclusivement ces terres jusqu'à l'arrivée des colons, il y a seulement quelques siècles ; ils se distinguent nettement des nouveaux arrivants. Les peuples indigènes contemporains sont les descendants de ceux qui ont survécu aux massacres, aux maladies et à l'oppression, conséquences de la colonisation. Mais l'Asie a connu pendant près de 100 000 ans des vagues successives de migrations, de sorte que de nombreuses populations peuvent vivre dans la même région depuis des milliers d'années, sans en être les 'premiers' habitants. Certains États prétendent ainsi ne pas compter de population indigène, tandis que d'autres estiment que l'ensemble de leur population est indigène. Ces opinions controversées sont en majeure partie contestées par ceux qui se sentent une plus concrète légitimité à se revendiquer indigènes. Selon des estimations de sources indépendantes, l'Asie abriterait une population indigène égale à un peu moins de

**'Aucun État
asiatique ne
devrait perpétuer
l'existence de
groupes dont
l'anachronisme
humain ne
fascinerait plus
que les
anthropologues
du XXI^e siècle.'**

Commission pour
une nouvelle Asie,
1995

Page de droite : Asmat
de Papouasie. Les Asmat
vivent dans les Basses
Terres de Papouasie.
Parmi les peuples
indigènes du monde
entier, les Papous sont
ceux qui actuellement
subissent la pire
oppression.
© Jeanne
Herbert/Survival

la moitié de la population indigène mondiale, soit 150 millions d'individus dont nombre d'entre eux ont conservé un mode de vie 'traditionnel'.

Les Negrito de Malaisie, d'Inde, de Thaïlande, des Philippines et des îles Andaman sont les peuples d'Asie qui correspondent le plus à ce critère : il se distinguent de la société dominante par leur mode de vie et leur relation particulière à leur territoire. Des études récentes suggèrent que leurs ancêtres seraient arrivés d'Afrique il y a quelque 60 000 ans au cours de migrations vers l'Australie et la Nouvelle-Guinée, ce qui en fait de loin les tout premiers habitants de leur terre. Leur physionomie est distincte de celles des peuples asiatiques qui les entourent ; plus petits et de couleur plus foncée, les Negrito ont des cheveux noirs crépus. Certaines communautés negrito sont aujourd'hui les plus isolées de la planète.

L'Inde considère officiellement l'ensemble de sa population comme 'indigène', mais elle reconnaît néanmoins que certains groupes qu'elle appelle '*scheduled tribes*' sont plus particulièrement 'tribaux'. Ces peuples sont probablement les descendants des peuples originels de la région. Quant aux ancêtres de la grande majorité des Indiens d'aujourd'hui, en général de peau plus claire et de taille plus grande, ils seraient arrivés par vagues migratoires du nord-est, il y a des milliers d'années, repoussant les tribus qu'ils rencontraient dans les régions qui ne les intéressaient pas, et décimant probablement de nombreuses autres. Ceux qu'on nomme aujourd'hui 'Intouchables' ou Dalits, pourraient bien être les descendants de tribus qui furent de cette façon dépossédées de leur terre et de tout ce qui constituait leur culture d'origine, excepté le mépris qu'ils suscitaient.

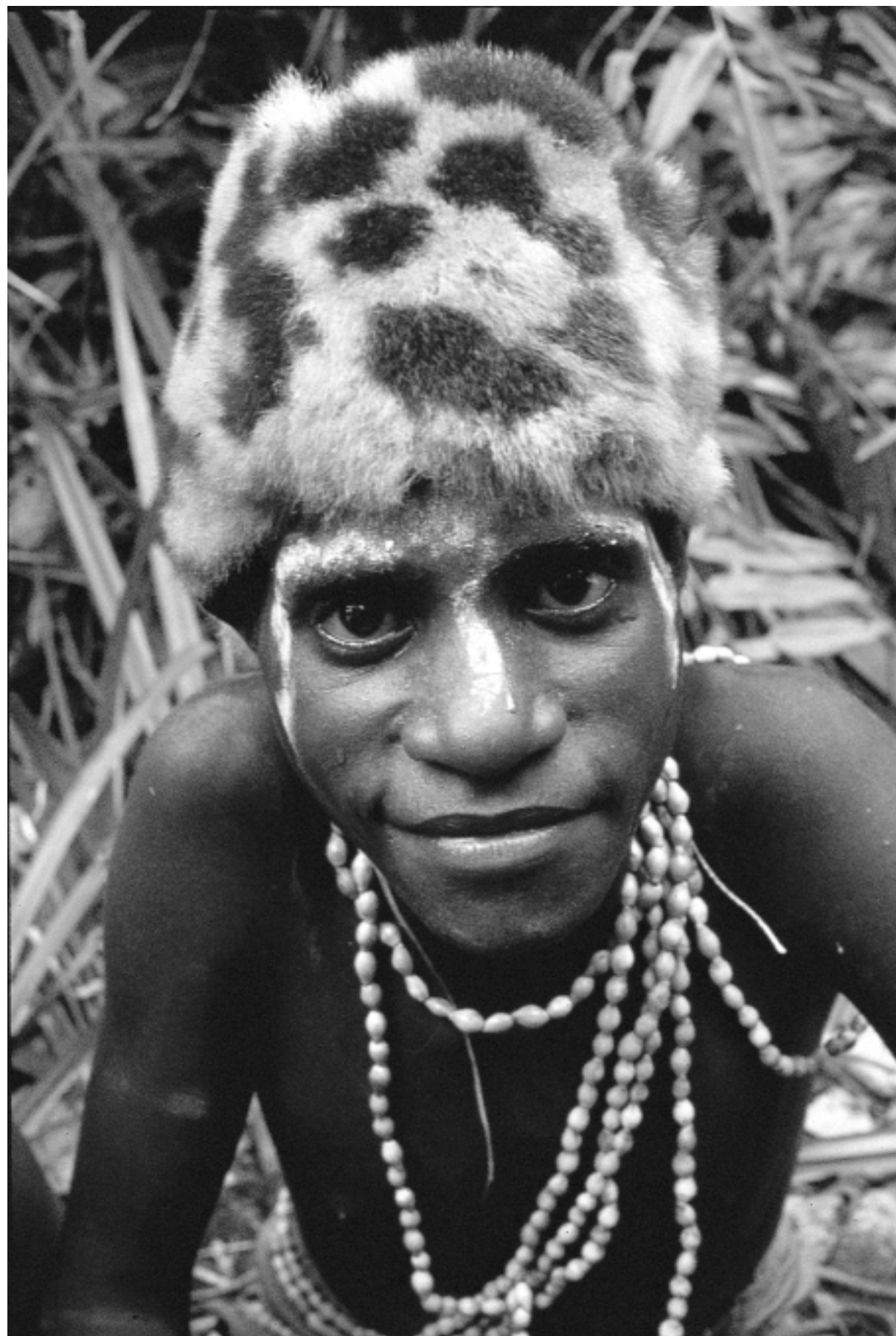
Certains peuples indigènes d'Asie ne sont probablement pas 'indigènes' au sens de premiers habitants. Aux Philippines, par exemple, les Negrito ont par la suite été rejoints par des individus d'origine malaise, qui composent désormais la majeure partie de la population. Aujourd'hui, la culture philippine dominante est le produit de quatre siècles de colonisation européenne. Certains Malais, pourtant, sont restés à l'écart de cette société d'influence coloniale, conservant une organisation sociale et une culture spécifiques. Au même titre que les quelques communautés negrito qui survivent encore, ces peuples sont considérés comme indigènes, davantage pour leur mode de vie que pour leur antériorité dans la région. D'autres peuples, tels par exemple ceux des collines de Birmanie et de Thaïlande qui venaient du nord et ont, dans certains cas, migré au cours des siècles récents, ne sont pas considérés comme les habitants originels des terres qu'ils occupent actuellement, mais ont manifestement un mode de vie 'indigène'.

Notre objectif

Ce document n'a pas l'ambition de présenter les peuples indigènes d'Asie de manière exhaustive. Nous avons privilégié des peuples dont les modes de vie sont très différents – y compris parmi les plus isolés et ceux dont la situation est la plus préoccupante – afin de donner un aperçu des différences et des similitudes de modes de vie et d'expériences qui se rencontrent chez les peuples indigènes d'Asie.

Des terres glacées de la toundra sibérienne, jusqu'aux forêts tropicales du Sarawak, les peuples indigènes d'Asie refusent de baisser les bras devant la violence militaire, la destruction de leur terre et les tentatives visant à les anéantir en tant que peuples. Au contraire, ils conservent des modes de vie originaux qui leur permettent de vivre durablement dans leur milieu naturel. Ce document a pour ambition de leur rendre hommage en donnant la possibilité au lecteur d'agir en faveur de ces peuples – de les aider à protéger leurs vies, leurs terres et leurs mode de vie, et leur permettre de rester maîtres de toute décision affectant leur avenir.

'ILS VOULAIENT QUE JE LA FERME. MAIS J'AI CRIÉ ENCORE PLUS FORT!... JE NE SAIS NI LIRE NI ÉCRIRE MAIS JE SAIS CE QUI EST VRAI. JE NE CRAINS PERSONNE. JE ME SENS INVINCIBLE.' Mama Yospha Alomang, femme amungme, 2001





Un paradis en sursis

Les peuples et leurs îles

Les îles Andaman sont situées à plus de 1 000 kilomètres des côtes orientales de l'Inde, dans le golfe du Bengale. Elles comprennent plus de 500 îles, dont 27 seulement sont habitées. Quatre tribus y vivent : les Grands Andamanais, les Onge, les Jarawa et les Sentinele.

Selon la terminologie employée par les ethnologues, ces quatre tribus sont des 'négritos'; de récentes études ont révélé que leurs parents les plus proches étaient Africains. Ils ont probablement quitté l'Afrique il y a des milliers d'années, peut-être 60 000 ans avant notre ère. Les langues de ces tribus n'étant pas intelligibles entre elles, on peut penser que ces peuples ont vécu séparés les uns des autres après leur arrivée sur les îles. Il y a par contre de nombreuses similarités dans le mode de vie des Jarawa et des Sentinele, deux communautés qui n'ont presque pas eu de contacts avec le monde extérieur. Nous savons seulement que ce sont des chasseurs-cueilleurs nomades, chassant les porcs sauvages et les varans (lézards-moniteurs), pêchant à l'arc et à la flèche, récoltant des racines, des baies et du miel dans la forêt.

L'histoire de ces peuples est chargée de violence vis-à-vis du monde extérieur mais également inter-communautaire. Les plus anciens textes les concernant contiennent des descriptions aussi fantasques qu'épouvantables : Marco Polo, par exemple, fait le récit d'individus 'dont la tête, comme les dents et les yeux, sont semblables à ceux des chiens'.

En 1858, les Anglais fondèrent une colonie pénitentiaire sur les îles Andaman. Depuis, les peuples autochtones ont été l'objet d'attaques incessantes de la part des Anglais tout d'abord, puis des colons indiens. Après cette période de colonisation, la population indigène qui s'élevait à près de 8 000 personnes, ne compte plus aujourd'hui que 400 à 800 individus, écrasés par une population majoritaire de 350 000 habitants. Les îles sont à présent un territoire de l'Union Indienne, administré directement par le gouvernement de New Delhi.

Si les dernières forêts humides des îles Andaman sont occupées par des communautés indigènes, cela n'a rien de fortuit : sans leur forêt, les tribus andamanaises ne peuvent survivre. Et réciproquement, la forêt pluviale aurait probablement déjà été abattue si elle n'était peuplée par ces communautés.

Les Andamanais

À l'arrivée des Anglais il y a 150 ans, les Grands Andamanais représentaient une population de 5 000 personnes, il ne sont plus aujourd'hui que 41. Les Andamanais se montrèrent très hostiles aux colons anglais qui abattaient les arbres, volaient leur terre et tuaient leur gibier. Face aux réactions violentes des tribus, les Anglais réagirent encore plus violemment et massacrèrent des centaines d'autochtones. Après plusieurs années, les colons cessèrent les combats pour utiliser d'autres méthodes tout aussi meurtrières. Dans la capitale Port Blair, ils établirent un 'Refuge des Andamanais' où les autochtones faits prisonniers, étaient

À l'exception des membres de la tribu, personne ne parle la langue des Jarawa – de sorte que nul ne peut réellement présumer du message qu'ils veulent adresser au monde extérieur. Une fois que nous serons à même de communiquer avec eux, espérons qu'il ne sera pas trop tard, que nous n'assisterons pas à la fin d'un peuple qui a perdu sa terre et son mode de vie traditionnel.

détenus. Ils y étaient bien traités et recevaient même des présents. On les renvoyait dans la forêt avec l'espoir qu'ils feraient part du bon traitement qu'ils avaient reçu. Cette politique eut les résultats escomptés – mais le Refuge des Andamanais ne fut pas le havre de paix qu'on avait annoncé, il devint un véritable instrument de génocide. Maladies et mauvais traitements y régnaient ; des 150 enfants nés dans ce refuge, aucun ne survécut au-delà de l'âge de deux ans. En 1901, il ne restait que 625 Andamanais, soit seulement 12 % de la population présente avant la colonisation. En 1931, ils étaient 90. En 1970, les autorités indiennes transférèrent la vingtaine d'individus restants sur l'îlot de Strait Island où ils dépendent depuis entièrement du gouvernement pour leur nourriture, leur habillement et leur habitat.

Les Onge

Il ne reste aujourd'hui que 99 Onge ; la réserve qu'ils occupent sur la Petite Andaman, couvre moins du tiers du territoire qu'ils occupaient originellement. Leur population a, elle aussi, tragiquement diminué de plus de 85 % au cours de ce dernier siècle. À l'instar des Andamanais, les Onge, autrefois indépendants et auto-suffisants, ont été contraints d'accepter une situation de dépendance vis-à-vis de l'administration. Le gouvernement indien a établi une plantation et a tenté de forcer la population à y travailler pour obtenir nourriture et logement – ce qui aurait constitué une forme de servage ou d'esclavage. Mais la majorité des Onge a refusé de travailler dans la plantation et le gouvernement a dû poursuivre la distribution de rations.



Les Onge s'auto-dénomment '*En-iregale*', ce qui signifie 'homme parfait'. Les femmes onge couvrent les hommes de terre glaise blanche lors de grandes occasions telles qu'un mariage ou la célébration d'une chasse réussie; la tribu pense que les peintures corporelles ont le pouvoir de chasser la douleur et d'éloigner les moustiques. La chasse aux porcs est importante dans la vie des Onge, son aspect pratique revêt également une signification culturelle et sociale. Pour que les rites d'initiation qui feront d'eux des hommes puissent avoir lieu, les garçons doivent capturer un porc mâle. Avec l'arrivée d'étrangers dans la région, le cheptel a diminué, ce qui rend impossible le mariage d'un grand nombre de jeunes.

Bien qu'ils soient poursuivis par leur réputation de 'primitifs' ayant grand besoin d'être

'civilisés', les Onge, comme les autres populations andamanaises, maîtrisent parfaitement l'art de vivre dans leurs forêts tropicales. Le département de la Pêche du gouvernement indien avait affecté un inspecteur et deux pêcheurs chez les Onge pour leur enseigner les méthodes de pêche modernes. Les pêcheurs ne furent pas longs à reconnaître que c'étaient eux qui avaient beaucoup à apprendre des Onge sur la manière de pêcher dans leurs eaux.

Les Jarawa

'Jarawa' signifie 'les étrangers' ou 'les autres' dans la langue des Andamanais. Il semble que les Jarawa eux-mêmes se nomment '*Ya-engnga*'. À la différence des Onge et des Grands Andamanais, ils sont restés volontairement

Jarawa des îles
Andaman.
© Salome/Survival

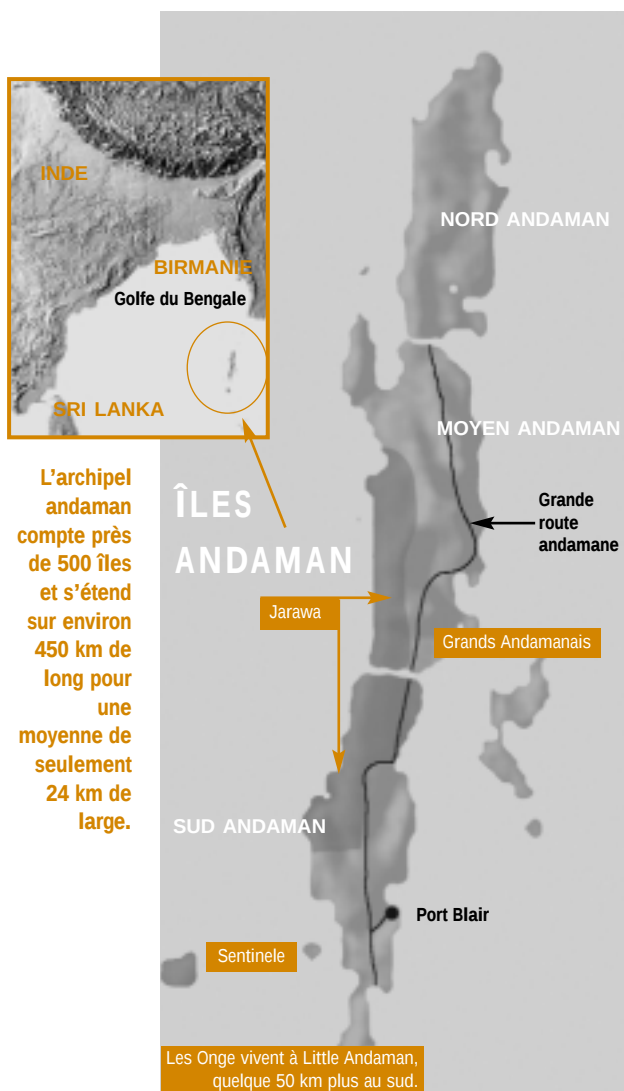


‘Moi, je suis civilisé, pas eux.’

Un juriste indien prônant la sédentarisation forcée des Jarawa, 2001.

isolés des colons qui se sont installés sur leurs îles au cours des 150 dernières années, faisant preuve d'une hostilité constante envers ces envahisseurs qui empiétaient sur leurs terres et chassaient leur gibier. En 1974, le gouvernement indien a établi un système mensuel de 'groupes de contact' avec des Jarawa – mais les autochtones n'ont jamais autorisé les autorités à pénétrer dans leurs forêts ou à s'approcher d'eux par voie terrestre, et eux-mêmes se sont abstenus de toute visite.

Vers la fin de l'année 1998, pourtant, les Jarawa ont commencé à sortir de leurs forêts pour se rendre dans les villages sans arcs ni flèches. De ce qu'il fut compris de leur langue encore mal connue, il apparut que la pression exercée par les braconniers qui sévissent le long des côtes a contraint les Jarawa à se déplacer de plus en plus loin vers l'intérieur, ce qui les a conduits à la route principale et aux villages. Cette évolution les expose à de graves dangers. D'une part, ils ne possèdent aucune immunité contre des maladies aussi bénignes pour nous que le rhume ou la grippe, mais qui peuvent se révéler mortelles pour eux. Une épidémie pourrait tout à fait anéantir la tribu entière en l'espace de deux mois. D'autre part, ils courent le risque de perdre leurs terres. Pour les autres peuples andamanais, telle fut la conséquence du premier contact amical établi avec des étrangers. C'est essentiellement la réputation belliqueuse des Jarawa qui, jusque là, avait préservé leurs terres de la colonisation. Aujourd'hui cette réputation s'efface, et de lourdes menaces pèsent sur leurs terres.



Les Sentinele

La population sentinele compte, à ce que l'on sait, entre 50 et 200 individus. Ils n'ont établi aucun contact amical avec le monde extérieur. Ils vivent sur leur propre île d'une superficie de 47 km² et s'attaquent à quiconque s'en approche. Le gouvernement indien a vainement tenté, à plusieurs reprises, d'entrer en contact avec eux ; dernièrement pourtant, aucune nouvelle tentative n'a eu lieu. Survival pense que cela doit continuer : le droit des Sentinele à s'abstenir de tout contact – et leur souhait clairement exprimé qu'il en aille ainsi – doit être respecté.

L'avenir

La pression monte sans cesse pour que toutes ces tribus soient assimilées à la société indienne dominante – surtout dans le cas des Jarawa



qui ont établi quelques premiers contacts amicaux. S'ils sont contraints de quitter leur territoire et de mener une existence sédentaire, les Jarawa se retrouveront dépendants de l'administration ; pour autant bien sûr qu'ils survivent aux maladies et au découragement, le prix que payent régulièrement les populations autochtones lors de tout processus forcé de sédentarisation. Il pourrait en aller de même pour les Sentinele. À l'heure actuelle, la campagne de Survival en faveur des Jarawa a eu des répercussions considérables : la Haute Cour a provisoirement interrompu les projets du gouvernement local visant à sédentariser de force les Jarawa. La Cour Suprême, quant à elle, a ordonné la fermeture de la route qui traverse leur territoire et qui amenait colons,

coupeurs de bois, braconniers – et les maladies dont ils étaient porteurs. Elle a également interdit l'abattage de tout arbre sur les îles Andaman ainsi que le transfert hors de la région de tous les colons établis sur les terres indigènes ou dans les forêts. C'est là l'une des plus grandes réussites de toute l'histoire de Survival. Il faut pourtant que la campagne se poursuive jusqu'à ce que ces décisions soient pleinement exécutées et que l'ordre provisoire de cesser les projets de colonisation devienne permanent. Les droits des peuples andamanais doivent être reconnus et garantis – ils doivent pouvoir décider eux-mêmes de leur propre mode de vie et de leur avenir ; ils doivent obtenir la propriété exclusive et le contrôle de leurs terres et de leurs forêts.

Rencontre avec des
femmes jarawa,
îles Andaman.
© Salome/Survival



'IL NE ME RESTE PLUS QUE LE NOM "AMUNGME". LES MONTAGNES, LES RIVIÈRES, LES FORÊTS, TOUT AUJOURD'HUI APPARTIENT À FREEPORT ET AU GOUVERNEMENT. IL NE ME RESTE RIEN.' Aîné amungme, 1995

Une brutale invasion

Les peuples et l'île

La Papouasie occidentale – anciennement nommée Irian Jaya par les Indonésiens – forme la moitié occidentale de l'île de Nouvelle Guinée; l'autre partie est occupée par l'État indépendant de Papouasie-Nouvelle-Guinée. L'île est la troisième du monde par sa superficie et présente une extraordinaire diversité culturelle et linguistique : ne comprenant que 0,01 % de la population mondiale, elle abrite pourtant 15 % des langues parlées sur la planète.

La Papouasie elle-même compte environ 2,2 millions d'habitants appartenant à 312 tribus différentes, dont certaines ne comptent pas plus de quatre individus. Avant un recensement effectué en 2000, seules 250 tribus étaient connues et il est probable que de nombreuses encore demeurent sans contact avec le monde extérieur. Tous les peuples indigènes de Papouasie sont des Mélanésiens dont les origines ethniques culturelles et linguistiques sont distinctes des Indonésiens, d'origine malaise, qui les gouvernent depuis Djakarta, à 4 800 km de là. Ils ne se sentent absolument pas Asiatiques.

On peut diviser en deux zones distinctes la Papouasie et ses habitants : les Hautes Terres et les Basses Terres. La cordillère centrale abrite les tribus des Hautes Terres, qui sont parfois connues sous le nom de Kotekas, d'après les gourdes creuses que les hommes portent sur leur pénis. Ces tribus élèvent des porcs domestiques et cultivent la patate douce; elles comprennent les Amungme, sur la terre desquels a été édifiée la gigantesque mine de Grasberg,

et les Dani de la vallée de Baliem. Les peuples des Basses Terres, tels les Asmat et les Kamoro, vivent dans les régions côtières marécageuses et paludéennes qui abritent un gibier abondant et des végétaux sauvages (sagoutiers).

Histoire

Les Hollandais colonisèrent la Papouasie en 1714 mais leur présence sur place fut toujours insignifiante. Quand ils cédèrent leur colonie des Indes orientales à l'Indonésie lors de l'indépendance de celle-ci en 1950, ils n'y inclurent pas la Papouasie occidentale, qui n'avait aucun lien géographique ou ethnique avec le reste de l'Indonésie, visant au contraire à la préparer à sa propre indépendance. Les Papous se choisirent un nom (Papouasie), un drapeau et un système politique. Pourtant, les Indonésiens exigèrent que les Hollandais leur cèdent la totalité de leur ancienne colonie – faute de quoi ils menaçaient de s'en emparer de force, avec l'appui de l'Union soviétique. En 1962, sous la pression des États-Unis qui redoutaient une alliance entre Indonésiens et Soviétiques, les Hollandais acceptèrent un accord mis en place sous l'égide des Nations-Unies. Selon les termes de l'accord, celles-ci administreraient la 'Nouvelle-Guinée occidentale' jusqu'à la tenue d'un référendum appelé 'Acte de libre choix'. Dans ce référendum, les Papous étaient censés choisir entre indépendance et rattachement à l'Indonésie.

En 1963, les Nations-Unies remirent le territoire à l'Indonésie qui le rebaptisa Irian Barat, ce qui signifie 'terre chaude de l'ouest', avant de le renommer Irian Jaya, soit 'terre chaude victorieuse' en 1973; elle accepta finalement

'Vous pouvez me tuer, me couper la tête si vous voulez, mais mon corps retournera sur cette terre. Elle est nôtre.'

Papou emprisonné après un conflit territorial, vers 1980.

Page de gauche :
femme asmat,
Papouasie.
© Jeanne
Herbert/Survival

'Si vous leur demandez s'ils sont d'accord pour quitter la région, bien sûr qu'ils le seront : parce qu'on leur a mis un pistolet sur la tempe.'

Un leader amungme, à propos du déplacement forcé de son peuple par la mine de Freeport, 1997

en 2002 de reconnaître le nom de Papouasie. En 1969, le vote sur 'l'Acte de libre choix' eut finalement lieu. Les autochtones le désignent depuis du nom d'«Acte sans choix», car seuls 1025 Papous triés sur le volet furent autorisés à voter, certains littéralement avec le fusil sur la tempe. C'est donc sans surprise qu'ils optèrent unanimement pour le rattachement à l'Indonésie.

Le mécontentement populaire qui suivit l'annexion à l'Indonésie mena à la formation d'un mouvement indépendantiste armé, Organisasi Papua Merdeka (OPM – Mouvement pour une Papouasie libre), toujours actif aujourd'hui. Il fit les gros titres de la presse internationale en 1996 lorsqu'il prit en otages, pendant quatre mois, un groupe de scientifiques européens et indonésiens. Deux Indonésiens furent tués lors de la libération des otages par l'armée indonésienne.

La politique de transmigration

Le programme de transmigration du gouvernement indonésien vise à déplacer des millions de gens depuis les îles densément peuplées du centre de l'archipel vers les îles extérieures comme la Papouasie. Un tel programme présuppose l'existence de vastes espaces de terres inexploitées sur ces îles, alors qu'en réalité elles sont occupées par des peuples indigènes qui en dépendent pour leur survie. Ce programme a aussi un autre but, aussi sinistre que raciste : l'«indonésianisation» des peuples autochtones. Des représentants du gouvernement ont parlé de «faire disparaître les Papous par métissage». Le gouverneur de Papouasie, quant à lui, a déclaré que «[le métissage] donnera naissance à une nouvelle génération d'enfants sans cheveux frisés, ouvrant ainsi la voie à plus de beauté.»

Bien que la politique officielle de transmigration se soit ralentie ces dernières années, les migrations spontanées demeurent un grave problème pour les peuples indigènes de Papouasie. L'arrivée par bateau, chaque semaine, de centaines de colons, marginalisent encore davantage les Papous dans leur propre pays.

Grasberg

L'exploitation des ressources naturelles est l'un des problèmes majeurs auxquels sont confron-

tés les peuples de Papouasie. Située au centre de la partie méridionale des Hautes Terres, la tristement célèbre mine de Grasberg est la plus grande mine de cuivre et d'or au monde, générant des profits de plus d'un million de dollars par jour. La compagnie américaine Freeport McMoRan en possède plus de 80% des parts; le gouvernement indonésien et la compagnie anglaise Rio Tinto y ont aussi des intérêts financiers. La mine a eu un impact dévastateur non seulement sur les Amungme des Hautes Terres, dont elle occupe une partie du territoire, mais aussi sur les Kamoro des Basses Terres qui souffrent des effets causés par les déchets de la mine. Au cours des 35 dernières années, les Amungme ont vu leur montagnes sacrées détruites par la mine et n'ont pu qu'observer, impuissants, leurs proches se faire tuer par les soldats indonésiens venus protéger le site. D'autre part, ce sont plus de 200 000 tonnes de déchets qui sont chaque jour déversés dans les cours d'eau des Kamoro. Ni les uns ni les autres n'ont vu leurs droits reconnus ou bénéficié de compensations adéquates.

Freeport est active dans la région depuis 1967. Depuis lors, nombre d'Amungme qui vivaient à proximité de la mine ont été déplacés vers des villages des Basses Terres, où ils souffrent de maladies telles que la malaria. Les terres et les forêts des Amungme sont aussi soumises à des pressions exercées par les nouveaux arrivants venus dans la région en quête de travail. Les Kamoro, eux aussi, ont été déplacés en raison de la pollution faisant déborder leurs rivières et tuant non seulement les poissons, mais détruisant aussi les sagoutiers qui sont leur première source de nourriture. Le projet de Freeport d'agrandir la mine, grâce aux 750 millions de dollars de capital apportés par la compagnie anglaise Rio Tinto, entraînera un désastre encore plus grand pour les Amungme et les Kamoro.

La mine est présentée comme un «projet vital» par le gouvernement indonésien qui fournit des soldats pour la protéger. En conséquence, la zone entourant la mine est devenue l'une des régions les plus militarisées d'Indonésie – entraînant de terribles violations des droits de l'homme. Des habitants de la région ont déclaré que le personnel de sécurité engagé directement par Freeport a été mêlé aux assassinats,



LES AMUNGME : UN PEUPLE DISTINCT

Les Amungme sont un peuple de la région centrale des Hautes Terres; dans leur langue, le terme Amung signifie 'le peuple premier' ou 'le vrai peuple'. Comme les autres tribus de Papouasie, ils veulent être reconnus comme peuple distinct.

Hommes et femmes vivent dans des maisons séparées et les femmes avec leurs enfants. La réciprocité est l'un des quatre principes fondamentaux qui régissent la vie des Amungme. D'où l'immense colère ressentie face à l'attitude des compagnies minières qui ne manifestent aucune réciprocité envers eux. Les Amungme ont donné territoire, cuivre et or et n'ont quasiment rien reçu en échange. Selon les lois amungme, la terre ne peut être vendue, et tout propriétaire est en droit de jouir des bénéfices qu'elle rapporte – que ce soit des patates douces, du cuivre ou de l'or.

Il existe de nombreux tabous concernant ce qui peut être détruit ou non, toutes ces pratiques fonctionnent comme un mode de conservation efficace de la forêt. Mais les compagnies minières ont enfreint nombre de leurs tabous et saccagé une grande partie de leurs terres sacrées, notamment les sommets montagneux et les glaciers où les Amungme pensent que réside l'esprit de leurs ancêtres.

ARMÉE

Meurtres, viols, massacres, torture ... L'histoire terrifiante de l'armée indonésienne recense les plus horribles violations des droits fondamentaux du peuple papou. De tous les crimes perpétrés à l'encontre des peuples indigènes dans le monde entier, à l'époque moderne, c'est le traitement réservé aux Papous par l'armée indonésienne qui se démarque pour l'étendue et l'atrocité de ses crimes.

En 1977, les Indonésiens lancèrent une violente action militaire contre les peuples des Hautes Terres centrales; l'opération fut baptisée 'Opération anéantissement'. L'armée de l'air bombarda certains villages et en occupa d'autres, tirant à l'aveuglette sur les populations. Des dirigeants indigènes, présumés sympathisants de l'OPM (mouvement de libération de la Papouasie) furent jetés dans le vide, 'pour l'exemple', depuis des hélicoptères survolant la vallée du Baliem. Les rivières se remplirent de cadavres et presque toutes les familles des Hautes Terres perdirent au moins un membre, certaines d'entre elles furent totalement exterminées.

A présent, les militaires opèrent avec un peu plus de discrétion et l'armée a interdit à toute personne étrangère, y compris aux Papous, de s'approcher des régions où se déroulent ses opérations. Toute nouvelle information qui parvient de la région suggère pourtant que les violences restent terribles, même si elles n'ont plus l'ampleur de celles de la fin des années 1970. L'Église, ainsi que des équipes de défense des droits de l'homme, ont découvert les preuves de meurtre, d'enlèvement et de torture de personnes innocentes, en représailles d'une sympathie réelle ou non, pour le mouvement d'indépendance. Dans des zones où opère l'armée, on sait que des centaines de personnes sont mortes de faim ou de maladie, terrorisées par la présence des soldats, elles n'avaient pas osé sortir de leurs cachettes pour aller chasser ou recueillir de la nourriture. Des femmes et des fillettes âgées de trois ans à peine furent systématiquement victimes de viols, collectifs ou non.

Au cours d'un autre épisode, en juillet 1998, l'armée et la police indonésiennes ouvrirent le feu sur un groupe de manifestants favorables à l'indépendance, rassemblés pacifiquement autour du drapeau interdit de Papouasie sur l'île de Biak. Les survivants furent faits prisonniers. Des témoins oculaires qui parvinrent à s'enfuir ont par la suite rapporté que des gens furent embarqués sur des navires militaires et emmenés au large avant d'être exécutés par balle puis jetés à la mer, alors que des femmes étaient violées puis mutilées sexuellement avant d'être, elles aussi, jetées par dessus bord. Le nombre exact de personnes tuées n'est pas connu à ce jour car beaucoup n'ont pas osé signaler les disparitions. Il est toutefois certain que huit personnes furent tuées, trois portées disparues – mais beaucoup craignent d'avoir à déclarer la disparition d'un proche. De plus, 32 corps, dont certains horriblement mutilés et d'autres avec les mains encore attachées, furent rejetés sur les rivages de l'île peu après ces événements. D'autres, probablement, ne seront jamais découverts.

Au total, on peut estimer que 100 000 Papous ont été tués par les forces armées indonésiennes depuis 1963.

RACISME

'En Papouasie occidentale, les massacres sont motivés par le racisme'

John Rumbiak, militant des droits de l'homme, 2001

Les atrocités commises à l'encontre des Papous, sont dans leur quasi totalité motivées par un racisme profondément ancré à tous les niveaux de la société. Le racisme n'est pas seulement une offense faite au peuple papou, il est surtout utilisé pour justifier l'appropriation de leurs terres et la mort d'un nombre de personnes que l'on estime à près de 100 000. Le génocide continue.

Le postulat raciste qui suppose que les Papous sont des êtres 'primitifs', incapables de décider eux-mêmes de leur avenir, a dans un premier temps conduit la communauté occidentale à autoriser la manipulation indonésienne du référendum sur la question de l'indépendance. Le résultat de cela n'est pas moins de 30 années d'oppression et de brutalités perpétrées par l'Indonésie.

'Je ne peux pas m'imaginer les Etats-Unis, le Japon, la Hollande ou l'Australie mettre en danger leurs... relations avec l'Indonésie sur des questions de principe concernant un nombre relativement limité d'individus extrêmement primitifs' Diplomate britannique, 1968

Le point de vue raciste qui voudrait voir 'disparaître les Papous par métissage' en installant en Papouasie des personnes, 'plus civilisées', venues de l'extérieur, a conduit le gouvernement indonésien à mettre en place la désastreuse politique de transmigration. En plus de l'expulsion des Papous de leurs terres, elles risquent également de les rendre minoritaires dans leur propre pays.

'[La transmigration] était probablement le seul moyen d'assimiler ces individus primitifs, attardés, datant encore de l'âge de pierre, au développement indonésien.' Mochtar Kusumaatmadja, ministre du gouvernement, Indonésie, 1985

La croyance raciste selon laquelle les Papous ne seraient guère plus que des animaux est utilisée par les soldats indonésiens pour justifier leurs terrifiants actes de violence.

'Nous ne pouvons rien faire. Tout le monde sait ce que fait l'armée. Ils nous tuent comme des bêtes. Si l'on proteste, d'autres personnes encore seront assassinées.' Famille du jeune Weni Tabuni, assassiné, 1997

Cette conviction raciste de l'infériorité des Papous permet aux compagnies internationales d'ignorer leurs droits sur des terres qu'ils occupent depuis 40 000 ans.

'Les étrangers ne nous considèrent pas comme des êtres humains mais comme des créatures dont la suite de l'évolution devrait enfin mener à l'étape d'humain. C'est pour cette raison que ces personnes, et plus particulièrement les compagnies et le gouvernement indonésien, nous traitent comme des animaux, et usent de mesures brutales et cruelles.' Tom Beanal, chef Amungme, 1999



aux tortures et aux disparitions qui ont eu lieu autour de la mine.

Freeport poursuit par ailleurs ses prospections sur presque tout l'ensemble de la cordillère centrale, au point que de nombreuses autres tribus craignent de perdre leurs terres et, avec elles, le mode de vie qu'elles ont toujours mené. Les projets de déboisement, de plantations d'élés (palmier à huile), de construction d'une route à travers la région et d'édification de centrales hydroélectriques sont autant de menaces supplémentaires pesant sur les Papous.

L'avenir

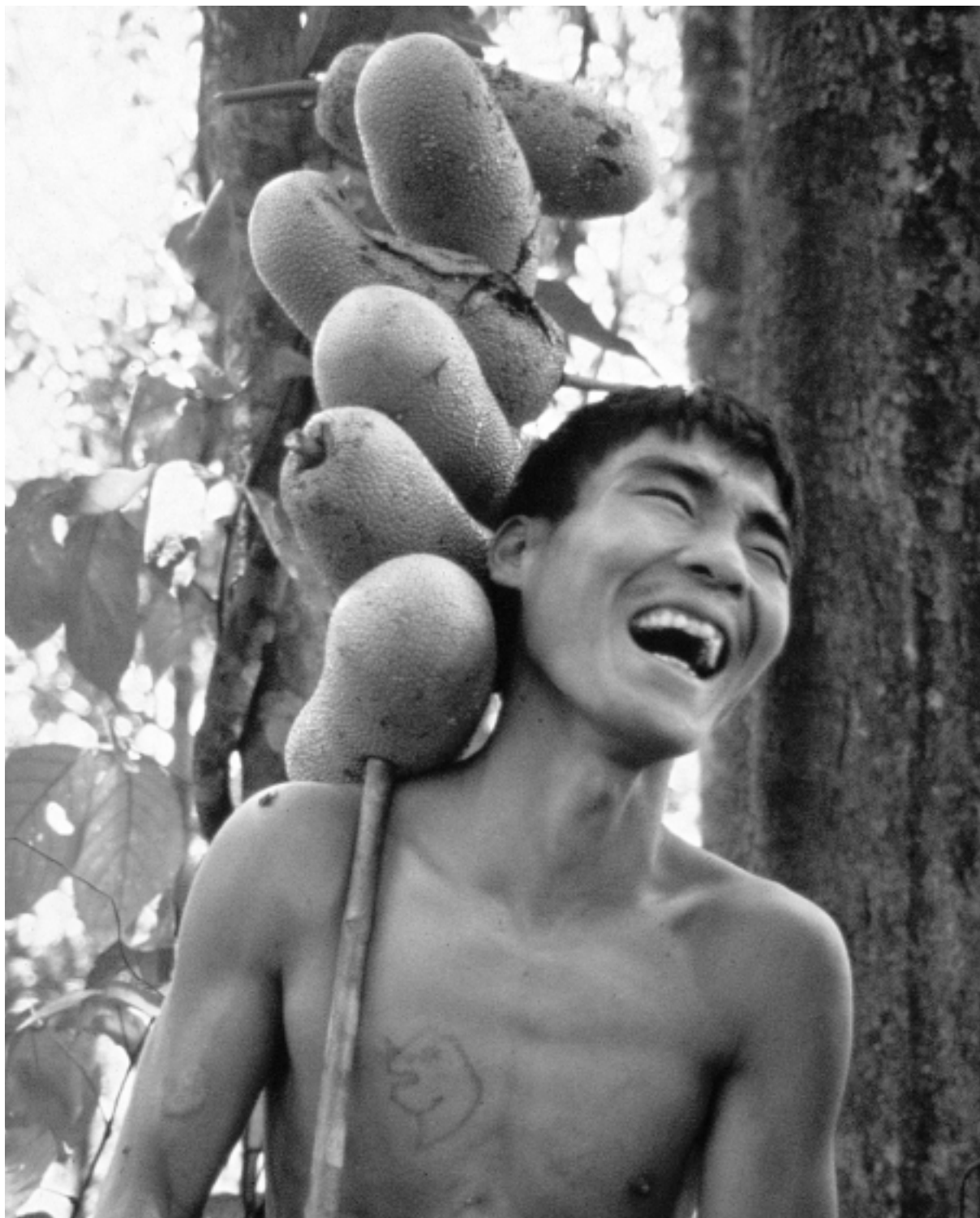
En dépit des innombrables problèmes qui assaillent les peuples de Papouasie, l'espoir est encore là. Certains des plus sinistres projets de 'développement' ont pu être stoppés grâce à l'action combinée de groupes d'opposition menée au niveau local et de campagnes internationales. Survival a par exemple soutenu les Auyu dans leur combat contre la construction d'une usine de pâte à papier par la compagnie Scott Paper qui aurait eu un effet dévas-

tateur sur leur environnement et leur vie quotidienne : Scott Paper a renoncé à son projet. Par ailleurs, une campagne de plusieurs années menée par Survival et d'autres organisations a finalement amené la Banque mondiale à interrompre le financement du programme de transmigration, ce qui a permis un ralentissement du processus et une diminution du nombre de migrants s'installant en Papouasie. Les peuples autochtones de Papouasie s'organisent afin de se dresser contre l'oppresser. Les représentants indigènes de la région entière se sont réunis en 2000 pour former le 'Conseil présidentiel' (Presidium Council). Ce conseil, associé à d'autres leaders politiques, exerce aujourd'hui une pression pour trouver des solutions pacifiques aux problèmes de la Papouasie.

La voix des peuples indigènes de Papouasie s'élève à l'unisson pour revendiquer de plus en plus fort leur accession à l'indépendance et leur droit de décider eux-mêmes de leur propre avenir et de vivre en paix sur leurs terres.

Petite fille dani. Son peuple a probablement souffert plus qu'aucun autre durant l'Opération anéantissement' menée par l'armée indonésienne en 1977. © Jeanne Herbert/Survival

La Nouvelle-Guinée ne comprend que 0,01% de la population mondiale, elle abrite pourtant 15% des langues parlées sur la planète.



'LE GOUVERNEMENT PENSE QUE NOUS SOMMES DES ANIMAUX, COMME CEUX DE LA FORÊT. NOUS NE SOMMES PAS DES BÊTES SAUVAGES. NOUS SOMMES DES PENAN. DES ÊTRES HUMAINS. MOI, JE SAIS BIEN QUE JE SUIS UN HOMME.' Un penan, 1997. © Payne/Survival

Les gardiens de la forêt

Les peuples et l'île

Le Sarawak est situé sur la côte occidentale de l'île de Bornéo, le plus grand des États de la fédération de Malaisie et l'un des plus riches en ressources naturelles. Le Sarawak dispose d'abondantes nappes de gaz naturel et de pétrole, et une grande partie du sol est couverte d'une épaisse forêt humide. Cette forêt n'abrite pas moins de 200 000 autochtones. D'autres personnes d'origine indigène vivent également en ville, de sorte qu'au total, les autochtones forment presque 50 % des 2 millions d'habitants du Sarawak. Mais ce sont les Malais, derniers arrivés sur l'île de Bornéo, qui dominent le système politique du Sarawak, tandis que le commerce et l'industrie sont aux mains de personnes d'origine chinoise.

Les peuples indigènes du Sarawak peuvent être divisés en deux groupes : les tribus sédentaires qui occupent de longues maisons communautaires et pratiquent l'agriculture (dont les Iban, les Kenyah et les Kelabit, connus collectivement sous le nom de Dayak ou d'Orang Ulu) et les Penan, peuple nomade ou anciennement nomade, qui vivent de la chasse et de la cueillette. La majeure partie des Penan est aujourd'hui semi-sédentarisée et pratique un peu d'agriculture en plus de la chasse et de la cueillette, mais il reste environ 300 personnes qui mènent une existence exclusivement nomade. La terre et ses ressources sont essentielles à la survie des peuples indigènes du Sarawak, elles leur procurent non seulement leurs moyens d'existence mais sont également étroitement liées à leurs croyances religieuses et à leur conceptualisation du monde.

Les Dayak sédentaires vivent dans de longues maisons (*longhouses*) abritant chacune une

communauté villageoise entière. Chaque famille occupe une pièce séparée et toutes ces pièces ouvrent sur un espace commun. Chaque communauté, établie dans une de ces longues maisons, partage une vaste zone de terre collective où elle pratique la chasse et la collecte des produits de la forêt. Ce territoire forme aussi une réserve pour les mises en culture à venir. La propriété privée de la terre n'existe pas dans la société dayak ; celui qui cultive un lopin y obtient automatiquement des droits.

Les communautés sédentaires se déploient le long des fleuves et de leurs affluents qui leur fournissent le poisson dont ils ont besoin. Ces cours d'eau, qu'ils sillonnent en pirogues, représentent également leur principal moyen de communication. De nombreuses communautés pratiquent ce qu'on appelle une agriculture itinérante. Après avoir défriché un secteur de forêt, elles y plantent des espèces indigènes, puis, après deux ans, laissent la forêt reprendre ses droits et vont défricher une nouvelle zone. Malgré toutes les critiques dont ce système a pu faire l'objet, c'est la plupart du temps la seule méthode de culture viable sur les sols de la forêt tropicale.

Les Penan sont un peuple nomade, pourtant un grand nombre d'entre eux est aujourd'hui partiellement sédentarisé. Leur territoire, traversé par un dédale de sentiers de chasse ou de troc, est défini par ses ruisseaux, rivières, rochers et montagnes qui tous portent des noms indigènes. À l'intérieur de ce territoire, personne ne possède aucun lopin individuellement, même si certains arbres fruitiers ou bosquets de sagoutiers peuvent avoir un propriétaire unique. La société penan est une société non violente et égalitaire qui ne connaît pas de hiérarchie et

**'En penan, on dit :
"comme un
poisson sorti de
l'eau". C'est
exactement la
façon dont le
'développement'
du gouvernement
nous affecte.
Nous n'en
retirons aucun
bénéfice, nous ne
pouvons même
plus bouger.
Nous ne pouvons
plus respirer.
Nous mourons.
Ce que nous
voulons c'est
notre forêt. Nous
ne réclamons pas
la forêt entière –
nous n'en voulons
qu'un peu, juste
assez pour
subvenir à nos
besoins.'**

Johnny Lalang, 2002



Les conflits sont si rares chez les Penan que les lieux où ils se produisirent sont toujours présents dans leur mémoire même après plusieurs décennies.
© Robin Hanbury-Tenison/Survival

Le partage va de soi dans la société penan, leur langue ne connaît pas le mot 'merci'.

dans laquelle personne ne peut forcer qui-conque à faire quoi que ce soit. Les enfants sont des membres à part entière de la société et même leurs parents ne peuvent les contraindre à faire quelque chose. Au cours d'une conversation, jamais un Penan n'en interrompt un autre, et personne ne crie. Le partage va de soi dans la société penan, leur langue ne connaît pas le mot 'merci' et un chasseur ne saurait manger ne serait-ce qu'une bouchée de plus que ce qu'il donne aux autres, quelle que soit la taille de la proie.

Les Penan dépendent grandement du sagoutier, un palmier sauvage à croissance rapide. Ils abattent les arbres et déchiquent le bois dont ils extraient la moelle qui, une fois filtrée, leur procure l'amidon dont ils font leur farine. Nourriture de base des Penan, elle est complétée par le gibier et les fruits sauvages, ce qui constitue un des régimes alimentaires les plus équilibrés de la planète.

La colonisation

En 1839, James Brooke, un aventurier anglais, débarqua à Bornéo et y fonda son royaume personnel qu'il baptisa Sarawak. Il y établit une dynastie de 'Rajahs blancs' qui mit un terme à l'occupation japonaise durant la Seconde Guerre mondiale. En 1946, le Sarawak revint à la couronne britannique, puis en 1963, fut inclus dans la fédération des États

de Malaisie. Aujourd'hui, le Sarawak fait toujours partie de la Malaisie.

Le gouvernement malaisien poursuit une politique de sédentarisation des Penan nomades, persuadé que le nomadisme est un mode de vie primitif, en opposition à une vie d'agriculteur plus 'développée'. Seuls quelque 300 Penan n'ont pas été sédentarisés à ce jour et certains vivent à présent dans de longues maisons construites par le gouvernement et non plus dans les petits abris temporaires qu'ils avaient l'habitude d'ériger. En réalité, ceux parmi eux qui sont effectivement sédentaires et pratiquent une forme d'agriculture, dépendent encore de la chasse et de la cueillette. Ils manquent à la fois du savoir-faire et de l'enthousiasme nécessaires pour que la culture de la terre à elle seule puisse fournir suffisamment de nourriture à leurs familles. Ils dépendent au contraire encore beaucoup du sagoutier, de la chasse et des autres produits de la forêt pour leur nourriture quotidienne.

Les problèmes

Depuis les années 1970, les Penan et les Dayak se sont vu confisquer leurs terres pour faire place au 'développement' : exploitation forestière et minière, tourisme, barrages et plantations d'élés (palmiers à huile). Des milliers de gens ont été déplacés et certains forcés de

s'installer dans les villes pour s'entasser dans des taudis où une alimentation misérable, le manque d'emplois et des conditions sanitaires déplorables créent de terribles problèmes et plongent les habitants dans la misère la plus noire. Des cultivateurs itinérants ont été chassés de leurs terres et le gouvernement a fait savoir aux Penan nomades qu'ils n'auraient aucun droit sur leurs terres tant qu'ils ne seraient pas sédentarisés. Le mode de vie des peuples indigènes et leur système équilibré de droits et devoirs sont en train d'être détruits par des systèmes juridiques imposés de l'extérieur et une propagande d'État affirmant l'infériorité culturelle des peuples indigènes. Ils peuvent être privés du peu de droits qu'ils conservent encore sur leurs terres sur un simple caprice du gouvernement.

Un projet actuel, celui du barrage de Bakun, inondera une zone aussi vaste que Singapour et a déjà conduit au déplacement de 10 000 personnes qui n'ont reçu qu'une compensation insuffisante et des logements misérables en échange de leur habitat forestier.

L'aéforestation

L'industrie du bois est celle qui a les effets les plus dévastateurs aujourd'hui sur la vie des peuples du Sarawak. L'industrie du bois représente la première source de devises pour le gouvernement d'État, le plus grand marché étant celui du Japon, et le contrôle de ce commerce est au cœur de la politique du Sarawak. Le gouvernement malaisien affirme que l'abattage se fait dans le respect du développement durable, mais la vérité est que les forêts du Sarawak sont en train d'être détruites à un des rythmes les plus élevés au monde. En 1991, un rapport de la Banque mondiale estimait que le taux d'exploitation y était quatre fois plus élevé que le taux de renouvellement.

Suite à ces activités, les rivières sont ensablées, la pollution tue les poissons et le gibier s'enfuit plus profondément dans les quelques rares forêts restantes. La malnutrition et les maladies d'origine hydrique qui en résultent ont causé la mort de nombreuses personnes. Les peuples indigènes se sont opposés avec toute leur énergie à cette destruction de leurs terres, qui menace leur auto-suffisance alimentaire. Après de nombreuses protestations auprès des gouvernements fédéral et central, ils se sont trouvés contraints d'adopter des méthodes

plus directes. Depuis 1987, des hommes, des femmes et des enfants établissent régulièrement des barrages sur les routes d'abattage, parfois sur de longues périodes, et se sont, de ce fait, retrouvés en conflit avec les compagnies concernées.

Gouvernement et compagnies ont réagi à ces protestations pacifiques en modifiant la loi afin qu'un blocus routier soit considéré comme un délit. Des centaines d'autochtones ont alors été harcelés, arrêtés et emprisonnés. Ceci n'a pourtant pas empêché l'établissement de nouveaux blocus routiers : les Penan et d'autres peuples indigènes sont bien déterminés à ne pas laisser détruire leurs dernières forêts.

L'avenir

Aussi sombre que soit la situation actuelle au Sarawak, certains signes encourageants sont apparus. Dans le passé, les multinationales du bois agissaient en toute impunité, y compris dans les régions où les droits territoriaux des peuples autochtones avaient été officiellement reconnus. Les blocus routiers sont parvenus à repousser les compagnies de ces terres et certains procès ont été gagnés par les autochtones. En mai 2001, dans un jugement qui devrait faire date concernant un procès intenté par des membres de la tribu des Iban, un juge a finalement reconnu que des tribus telles que les Iban sont bel et bien propriétaires de leurs terres et que les compagnies n'y ont aucun droit d'abattage, qu'elles aient ou non obtenu un permis. Les peuples indigènes du Sarawak espèrent aujourd'hui obtenir plus de contrôle sur leur territoire, aboutissement du combat sans trêve qu'ils mènent pour lutter contre ces dépossessions.

Chez les Penan, les enfants accompagnent généralement les adultes, quoiqu'ils fassent, apprenant ainsi en observant et imitant leurs gestes. On attend des enfants qu'ils pratiquent le partage de la même façon que les adultes.

© Ben Gibson/Survival





'NOUS SOMMES AU BORD DE L'ANÉANTISSEMENT TOTAL.' Upendra Lal Chakma, 1980

Génocide dans les Hill Tracts

Les peuples et la terre

Les Jumma des collines de Chittagong (connues en anglais sous le nom de Chittagong Hill Tracts, CHT) comprennent onze tribus différentes pour un total d'environ 600 000 personnes. Leur culture, leur religion, leurs langues et leur origine ethnique sont distinctes de celles de la majorité bengali du Bangladesh. Ils sont les plus anciens habitants de ces collines. Les tribus les plus nombreuses sont les Chakma (350 000 personnes) et les Marma (140 000), toutes deux bouddhistes, suivies par les Tripura (60 000 personnes), qui sont hindouistes. On compte enfin près de 50 000 personnes de plus appartenant à d'autres tribus. Le taux d'alphabétisation y est l'un des plus élevés du Bangladesh, en partie à cause de l'importance accordée à l'écriture dans le bouddhisme.

Les collines de Chittagong, qui couvrent une étendue de 13 200 km², ont un relief vallonné et accidenté. Les plaines propices à l'agriculture intensive y sont rares, c'est pourquoi les autochtones y pratiquent une forme très développée d'agriculture itinérante, leur permettant de tirer le meilleur parti des pentes escarpées où ils vivent. Il leur faut pour cela défricher le sol et brûler la végétation de surface avant de planter une grande variété d'espèces afin d'obtenir une nourriture diversifiée tout au long de l'année. À la fin d'un cycle annuel, la terre est laissée en jachère et les gens se déplacent vers une autre zone. On nomme localement cette pratique 'la méthode de culture Jhum' – d'où le nom générique de 'Jumma' qui désigne les peuples autochtones de la région. Ce système fonctionne depuis des siècles et représente la seule métho-

de viable de culture dans cette région accidentée.

En 1947, la population des collines de Chittagong était formée à 98 % de Jumma. Cette proportion s'élève aujourd'hui à 50 % seulement, et les Jumma risquent de devenir une minorité sur leur propre terre.

L'histoire

Durant la domination coloniale britannique, les Jumma jouirent d'une autonomie relative. En 1860, les Anglais installèrent un commissaire chargé de surveiller la région et reconnurent à trois chefs indigènes le titre de rajahs, ou dirigeants. Puis, en 1900, une réglementation spécifique aux Chittagong Hill Tracts accordait formellement aux Jumma l'autonomie interne et interdisait l'installation d'étrangers sur leurs terres.

À la suite de l'indépendance et de la partition de l'Inde, en 1947, les CHT, comme le reste du Bangladesh, devinrent pakistanaises; les Jumma perdirent alors une grande part de leur autonomie. Le gouvernement pakistanais autorisa les musulmans bengali à s'installer dans les collines et à choisir les meilleures terres – causant ainsi un vif mécontentement parmi les Jumma dont une grande partie s'exila en Inde. Le statut particulier des CHT fut aboli en 1964 bien que la réglementation de 1900 n'ait jamais été formellement abrogée.

Dans les années 1960, la situation des tribus jumma devint catastrophique. Cela commença lorsque le gouvernement pakistanais

**‘C’est
uniquement
grâce à vos
efforts [de
Survival] que
nous pouvons
aujourd’hui
entrevoir un
espoir de
survie.’**

Porte-parole
Jumma, 1999.

construisit au cœur des collines le barrage hydroélectrique de Kaptai. 40 % des terres arables furent inondées et un tiers de la population dût s'exiler. Les peuples indigènes furent chassés vers les terres les plus improductives de la région et 40 000 d'entre eux trouvèrent refuge dans l'État d'Arunchal Pradesh au nord-est de l'Inde, où beaucoup vivent encore aujourd'hui sans aucun droit, et sans être reconnus comme citoyens ni par l'Inde ni par le Bangladesh.

Après l'indépendance du Bangladesh en 1971, la situation empira. Le nouveau gouvernement refusa aux Jumma la restauration de leur statut d'autonomie. Celui-ci, y voyant une menace de sécession, lança de violents raids militaires sur leurs communautés. Un nombre encore plus élevé de personnes s'enfuit en Inde et les terres confisquées furent octroyées à des Bengalis qu'on transféra dans la région. La violence envers les Jumma n'a jamais cessé depuis lors.

En réponse à ces assauts gouvernementaux, un parti politique vit le jour, le Jana Samhati Samiti (JSS), dont l'aile militaire, le Shanti Bahini, entreprit de mener campagne contre les troupes du gouvernement. Les actions 'anti-insurrectionnelles' et les raids punitifs qui s'ensuivirent, condamnèrent plus de Jumma encore à l'exil. En 1990, 57 000 d'entre eux environ, soit 10 % de la population, vivaient dans des camps en Inde et 30 000 environ se cachaient dans les forêts de la région des collines.

À partir de 1988, de nombreux Jumma furent transférés dans des 'villages regroupés' afin de les isoler du Shanti Bahini. Les villages étaient 'gardés' par l'armée et les déplacements des habitants constamment surveillés. Il n'est pas étonnant que nombre d'entre eux aient décrit ces villages comme des camps de concentration.

Les colons bengali

Le flux de colons bengali vers les collines de Chittagong a été planifié par le gouvernement du Bangladesh dans le but d'assimiler et d'intégrer les Jumma à la culture bengali dominante, une orientation qui existait en fait officieusement depuis la fin des années 1940

et qui devint officielle avec le lancement, en 1979, du 'Programme de Transfert de Population du Bangladesh', soutenu par une présence militaire sans cesse accrue. Considérant les CHT comme des terres vierges où il pouvait installer les Bengalis pauvres et sans terre, le gouvernement offrit argent, terres (appartenant aux Jumma) et rations de nourriture pour encourager les paysans à s'y installer. Entre 1977 et 1987, 300 000 Bengalis environ furent ainsi transférés dans les collines.

Face aux protestations qui s'élevèrent alors, le gouvernement promit de mettre fin à ces transferts. De nombreux témoignages démontrent pourtant qu'un flot régulier d'hommes bengali continue de s'installer dans la région, la plupart clandestinement, y épousant des femmes déjà installées. Et les nombreux colons qui se sont fixés dans la région en ayant obtenu les meilleures terres, reçoivent encore aujourd'hui les rations gouvernementales qui avaient à l'origine joué le rôle de primes d'encouragement.

Les atteintes aux droits de l'homme

En raison de la fermeture de la région aux étrangers durant de nombreuses années, les violations des droits de l'homme qui ont eu lieu en grand nombre dans les CHT, n'ont jamais été rendues publiques. En novembre 1990, pourtant, un groupe indépendant d'experts internationaux, la Commission des CHT, s'est rendue sur place à l'appel du gouvernement bangladaise qui souhaitait ainsi répondre aux accusations portées contre lui. Ce fut un échec pour le gouvernement car le groupe découvrit des preuves accablantes de violations des droits de l'homme.

Elle constata, entre autres, que des villages étaient régulièrement brûlés, des gens torturés et tués, des femmes violées et des lieux de culte détruits. Elle releva plus de 600 cas certifiés de graves violations des droits de l'homme pour l'année 1990 uniquement. Elle fut également choquée de voir le nombre de soldats dans la région – un pour six autochtones environ – et l'état de terreur constante dans lequel vivaient les Jumma.



Les Mru forment une des plus petites tribus des Chitalong Hill Tracts. Ils vivent au sommet des collines et comptent 22 000 personnes environ. Les hommes portent un pagne et les femmes de courtes jupes de tissu. Hommes et femmes portent leurs longs cheveux en chignons relevés sur le sommet de la tête. Lors de grandes célébrations, ils y ajoutent des peignes ornés et des fleurs, les hommes se peignent les lèvres en rouge et se noircissent les dents avec de la suie de fer. Les maisons des Mru sont bâties sur pilotis pour les protéger des pluies de mousson et des inégalités du terrain. Les comportements racistes à leur égard abondent, aussi bien dans les collines qu'à l'extérieur; ils sont par exemple régulièrement dépeints comme la tribu la plus 'arriérée' et 'primitive' qui soit.



Les Mru vivent dans des maisons en bambou, construites sur pilotis, généralement à l'écart des communautés jumma.
©Mark McEvoy/Survival

En avril 1992, Survival rapporta qu'environ 1 200 indigènes avaient été brûlés dans leurs maisons en cette seule année par des militaires dans le 'village regroupé' de Logang. En novembre 1993, plus de 100 Jumma furent tués et près de 500 blessés lorsque l'armée et des colons bengali s'attaquèrent de concert à une manifestation pacifique à Naniachar.

Suite entre autres à la pression exercée par Survival, la situation s'améliora quelque peu après 1993, bien que les abus (y compris meurtres, disparitions et viols commis par des soldats) n'eussent pas cessé. Kalpana Chakma, 23 ans, dirigeante de la Fédération des Femmes des Collines (une organisation de femmes jumma) fut kidnappée chez elle par les forces de sécurité en juin 1996; elle n'a toujours pas été retrouvée et l'enquête officielle n'a toujours pas publié ses conclusions.

L'avenir

Les négociations entre le JSS et l'armée, entamées en 1992, ont abouti à un cessez-le-feu prolongé entre les militaires et le Shanti Bahini. Pourtant, au cours de cette période, de nombreuses violations du cessez-le-feu ont été rap-

portées, et l'armée a maintenu une présence importante dans la région. En décembre 1997, les Jumma signèrent un accord de paix avec le gouvernement du Bangladesh. Cet accord prévoit la formation d'un conseil régional dirigé par les Jumma en ce qui concerne l'administration de la région des CHT et donne aux communautés autochtones un certain contrôle sur la terre. Bien que cet accord ne marque pas la fin du problème pour les Jumma, la plupart y ont vu un progrès important. Un représentant jumma déclara à Survival qu'il considérait cet accord comme un 'pas positif' et que le gouvernement du Bangladesh 'ne serait jamais venu à la table de négociation' sans la pression de Survival et de la communauté internationale.

Mais le gouvernement n'a pas mis en pratique nombre des promesses faites aux Jumma. L'armée maintient un fort contingent dans les CHT et des colons sont, aujourd'hui encore, armés et soutenus par les militaires. Beaucoup des Jumma qui reviennent des camps de réfugiés, n'ont pas retrouvé leurs terres. Survival ne relâchera pas sa pression sur le gouvernement du Bangladesh.

'Petits peuples' du nord

Les peuples et leur terre

Caractérisée par ses longs hivers terriblement froids où les températures peuvent atteindre les -70°C , la Sibérie est la terre de 30 groupes autochtones distincts, dont la population va de moins de 200 habitants (pour les Orok) à 34 000 (pour les Nenet); leur population totale s'élève à plus de 200 000 personnes. Il existe par ailleurs deux autres groupes autochtones plus nombreux, les Sakha (anciennement Yakoute) et les Komi, qui possèdent tous les deux leur propre république au sein de la fédération de Russie. Les langues que parlent ces peuples appartiennent à des familles linguistiques très diverses : certaines ne sont apparentées à aucune autre langue, et aucune d'entre elles n'est apparentée au russe.

Les peuples indigènes de Russie vivent dans trois zones climatiques distinctes : la toundra (plaine arctique), la toundra arborée (où quelques arbres de petite taille parviennent à pousser) et la taïga (forêt de conifères). La toundra arborée et la taïga abritent également des populations d'ours, d'élans, de renards et d'oiseaux. Les Udege de l'extrême sud-est de la Sibérie partagent leur territoire avec les ours et le tigre de Sibérie, un animal sacré pour eux, aujourd'hui en voie d'extinction. Plus au nord, dans la toundra, le climat est si froid que les espèces capables de survivre y sont rares : parmi elles on compte les rennes, les renards arctiques, quelques espèces d'oiseaux et de poissons, ainsi que le lichen. L'écosystème est si fragile qu'il faut jusqu'à cinquante ans pour qu'un arbre atteigne la taille d'un homme. Les 'petits peuples' de la toundra sont des éleveurs de rennes, ceux qui occupent la taïga ou le littoral vivent également de chasse et de

pêche. Les éleveurs de rennes sont nomades, suivant les animaux dans leurs cycles de migrations. Leurs habitations (appelées chum) sont faites de peaux de rennes, ils les transportent d'un campement à l'autre. Les chasseurs vivent dans des campements permanents ou semi-permanents : leurs maisons sont en bois, isolées au moyen de terre et de mousse. Elles sont généralement à demi enterrées pour assurer une chaleur maximale. Dans le passé, ces peuples se déplaçaient entre plusieurs villages différents (jusqu'à cinq) situés dans diverses zones de chasse, mais aujourd'hui beaucoup d'entre eux restent au même endroit toute

**'Ô Dieux, libérez
ma terre du
pétrole ! Ô Dieux,
remettez la terre
entre mes
mains!'**

Yeremai Aipin, poète et
écrivain Khanty, 1989

Renniculteur
tchouktche, Kamchatka.
© Paul Harris/Survival





l'année. Seuls 10 % des autochtones mènent encore une vie nomade ou semi-nomade alors qu'ils étaient encore 70 % il y a trente ans. La plupart des autres sont installés dans des villages de type soviétique, où près de la moitié de la population pratique l'élevage, la pêche et la chasse.

L'histoire

Dans les années 1930 et 1940, les 'petits peuples' perdirent une grande partie de leurs terres au profit des industries d'État. Les pâturages réservés aux rennes ainsi que les zones de pêche furent confisqués par les autorités soviétiques, les privant ainsi de leurs moyens de subsistance et perturbant gravement leur mode de vie. Par ailleurs, l'industrialisation attira de nombreux migrants en Sibérie, les peuples autochtones devinrent alors des minorités sur leurs propres terres. Les nouveaux venus recevaient des salaires supérieurs pour un travail égal et leur niveau de vie était bien plus élevé – une inégalité qui s'est perpétuée jusqu'à nos jours.

Entre 1950 et le milieu des années 1980, les autorités de Moscou se sont efforcées de faire disparaître toute différence ethnique, linguistique ou culturelle allant jusqu'à réduire à néant des langues et des cultures. De nombreux chamanes furent assassinés. Les enfants étaient envoyés de force dans des écoles où l'enseignement n'était pas dispensé dans leurs propres langues. On les punissait lorsqu'ils la parlaient. Ceci eut pour effet de créer un gouffre entre les générations; il n'est pas rare aujourd'hui de rencontrer des aînés de certaines communautés qui ne parlent que leur propre langue alors que les plus jeunes ne connaissent que le russe.

C'est à la même époque que de nombreux villages autochtones furent rasés et leurs habitants contraints de s'installer dans de plus grands villages gérés par le gouvernement. Les communautés de groupes différents furent mélangées dans l'espoir de transformer le pays en un État soviétique homogène. Ils furent privés de leurs moyens de subsistance, tels les nomades qui furent forcés d'émigrer dans des régions qui ne convenaient ni à la chasse ni à la pâture. La prohibition de la chasse et de la pêche empêcha de nombreux peuples de subvenir eux-mêmes à leurs besoins et les rendit

dépendants des subsides et des salaires versés par l'État. La disparition de ce mode de vie traditionnel eut des conséquences terribles pour les peuples indigènes caractérisés par des taux record de chômage, d'alcoolisme et de suicide, problèmes qui affectent encore les peuples du nord aujourd'hui.

Avec la chute du communisme soviétique, les infrastructures qui avaient soutenu les grandes entreprises d'État s'effondrèrent en même temps que les salaires et les subsides gouvernementaux. De nombreuses personnes, en conséquence, sont retournées à leur vie d'éleveurs ou de chasseurs pour pouvoir survivre.

Pollution et santé

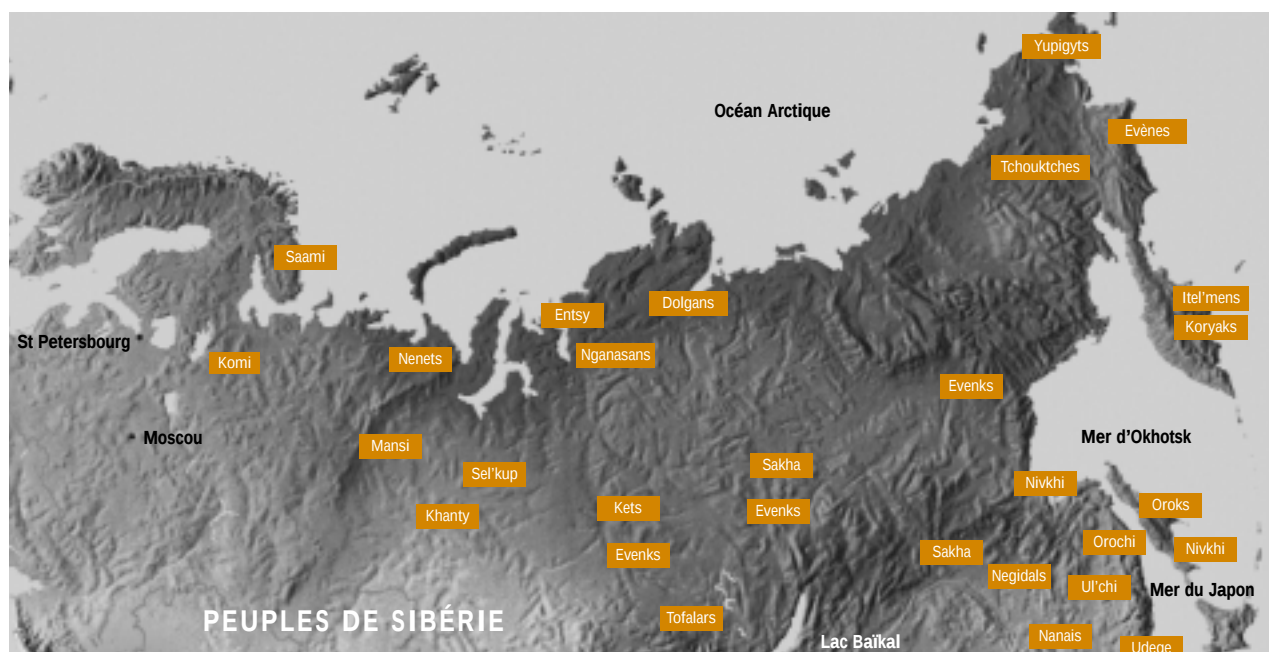
En Sibérie occidentale, la pollution d'origine industrielle (pétrole et gaz) touche de vastes zones habitées par les peuples autochtones. D'immenses torchères brûlent le gaz excédentaire jour et nuit, et de grandes quantités de pétrole s'infiltrent fréquemment dans les cours d'eau, tuant poissons et flore. Les forêts ont été abattues et les pâturages où paissaient les rennes dévastés par de lourds engins utilisés dans l'industrie. Il faudra des dizaines d'années pour que le fragile écosystème de la toundra se régénère.

Des sites sacrés, les zones de frai de la nation Khanty sur la rivière Sob par exemple, ont été détruits. C'est avec effroi que les Khanty ont vu le lit de leur rivière sacrée retourné pour en extraire du gravier. Aujourd'hui, les poissons ne peuvent plus s'y reproduire, les Khanty se trouvent ainsi privés de leurs moyens de subsistance et donc de mener leur mode de vie. Dans le sud-est de la Sibérie, les forêts des Udege sont menacées par des bûcherons, tandis que la terre des Evenks, des Even et des Yukagir est contaminée par les radiations dues aux essais nucléaires manqués.

Cette pollution a eu des conséquences dévastatrices sur la santé des peuples autochtones de Sibérie. Les cancers, dus aux radiations causées par les essais nucléaires entrepris dans les années 1970, sont très nombreux. Les maladies respiratoires comme la tuberculose sont également fréquentes en raison, entre autres, des mauvaises conditions de vie. La mortalité infantile est deux fois plus élevée que la moyenne nationale. L'exemple des Tchita Evenk est

'Je ne veux rien d'autre que ma terre. Rendez-moi cette terre où peuvent paître mes rennes, où l'on peut chasser et pêcher. Rendez-moi cette terre où mes cerfs ne sont pas attaqués par des chiens égarés, où mes pistes de chasse ne sont pas piétinées par les braconniers ni détruites par des véhicules. Je veux une terre où ma maison, mon sanctuaire, ma tombe ne seront pas violés. Je veux une terre où l'on ne me dérobera pas mes vêtements ou mes bottes en plein jour. Rendez-moi ma propre terre et pas celle d'un autre, ne serait-ce qu'un tout petit morceau.'

Aîné khanty, 1989



alarmant : un enfant sur cinq souffre de tuberculose, et la moitié de troubles neurologiques. De manière générale, le taux de natalité des 'petits peuples' est en baisse et leur espérance de vie est de 18 ans inférieure à celle du reste de la population russe.

Le droit à la terre

La question des droits territoriaux indigènes est particulièrement complexe en Russie car il n'existe quasiment pas de statut juridique pour la propriété de la terre. Le Soviet Suprême n'accordait aucune valeur à la terre ou à ses ressources tant qu'elles n'étaient pas utilisées. La législation territoriale de 1968 mettait toute terre – y compris les terres indigènes – gratuitement à la disposition des fermes collectives et des entreprises. L'idée de dédommager les peuples indigènes en contrepartie des dégâts causés à leurs terres, par la pollution d'origine pétrolière par exemple, ne fait que lentement son chemin, et le problème plus général des droits de propriété sur les terres n'a même pas encore été abordé. Selon une loi de 1999, la plus grande partie des conflits concernant les peuples autochtones doit être réglée au niveau régional, ce qui signifie que la reconnaissance des droits des peuples indigènes est à la merci de l'humeur de tel ou tel gouvernement local.

L'avenir

En 1990, le premier congrès de l'Association russe des peuples indigènes du Nord (RAIPON) s'est déroulé à Moscou, avec pour but d'« unir nos forces pour survivre ». Les peuples indigènes exigèrent un plus grand contrôle sur

leurs terres et leurs ressources, requête qui n'a toujours pas abouti. Les droits territoriaux des peuples indigènes ne sont toujours pas reconnus, les entreprises ne les consultent jamais de façon satisfaisante avant de s'emparer des ressources de leurs terres, enfin, la Convention 169 de l'OIT n'a toujours pas été ratifiée.

Toutefois, depuis la création de RAIPON, des progrès ont été réalisés et d'importantes concessions ont été accordées. Les compagnies forestières et pétrolières, et plus particulièrement les autorités soviétiques, ont été sensibles à la pression internationale. Les campagnes de Survival ont, dans certains cas, remporté des succès : à la suite de l'une d'entre elles, l'exploitation forestière du territoire des Udege fut interrompue en 1992. En 1999, quelques mois seulement après l'envoi de lettres au gouverneur de la région par nos sympathisants, un moratoire de cinq ans fut mis en place sur l'exploitation du gaz et du pétrole chez les Yugan Khanty.

Comme pour les autres peuples indigènes d'Asie, la reconnaissance de leur droit à la propriété foncière est l'élément-clé qui permettra aux peuples de Sibérie d'exercer un contrôle efficace sur leurs terres et leurs vies. Si dans le monde entier, des personnes sensibles à leur situation sont disposées à agir en leur faveur, les peuples autochtones de Sibérie – et de tout le continent asiatique – auront une chance de voir un jour leurs droits territoriaux reconnus et de pouvoir ainsi envisager leur avenir avec sérénité.

Le territoire des peuples indigènes de Sibérie représente près de 58% de la surface totale de la Russie.

L'HISTOIRE DE DEMITRI (Telle qu'elle a été rapportée à Survival, 2000)

'Je suis né en 1963, là où se tient aujourd'hui la ville de Pokachi. Quand j'ai eu 11 ans, une compagnie est venue chez nous pour prospector le pétrole, puis elle a construit la ville. Personne n'est venu nous parler ou nous demander notre avis. De nombreuses machines sont arrivées sur nos terres, des travailleurs aussi. Avant qu'ils s'installent, un grand nombre de familles vivaient sur cette terre, et toutes élevaient des rennes. Mais les ouvriers du pétrole ont mangé nos rennes. Nous n'avons reçu aucun dédommagement pour nos rennes et notre terre. Ils ont aussi apporté de la vodka pour l'échanger contre du poisson, de la viande ou de la fourrure. Avant cela, nous n'avions de la vodka qu'une seule fois par an.

Mon père est mort et nous avons dû partir. D'autres familles nous ont accueillis – les relations entre nous étaient alors bien meilleures – il y avait plus de terre à partager et cette terre était belle. Nous vivions dans des chums (tentes en peau de rennes) et parfois, en hiver, nous vivions dans des maisons de bois qui étaient plus chaudes.

J'ai dû quitter ma famille et ma communauté pour aller dans un pensionnat. Nous devons tous y aller. Sur les 27 élèves de ma classe, seuls 6 ou 7 sont encore en vie aujourd'hui. Au moins deux d'entre eux se sont pendus, et beaucoup d'autres sont morts dans des incidents liés à l'alcool. Aujourd'hui, j'ai 37 ans.

Je vis sur une terre qui abonde de pétrole, et pourtant, je n'ai même pas d'essence pour mon motoneige. On dit souvent de très belles choses sur la richesse de cette région, mais en réalité les Khanty sont très pauvres. Les compagnies pétrolières ne nous donnent rien, rien de positif. Elles affirment avoir apporté la civilisation aux Khanty, l'énergie, etc. Mais si les ouvriers n'étaient pas là, nous pourrions nous passer de toute cette modernité.

C'est difficile de parler au directeur de la compagnie pétrolière dans son bureau, ce doit être plus facile de rencontrer un roi que les employés des compagnies.'

Demitri Aipin, éleveur de rennes khanty

Soutien

Nom	
Prénom	
Adresse	
Code	
Ville	
Pays	

Je souhaite adhérer (ou renouveler mon adhésion)

- ☐ Membre actif 45 €
☐ Membre actif avec Ethnies 75 €
☐ Membre bienfaiteur 110 €
☐ Etudiants, chômeurs 20 €

Je souhaite m'abonner aux Nouvelles de Survival

- ☐ Abonnement annuel (4 n°) 13 €
☐ Abonnement de soutien 24 €

Je souhaite effectuer un don à Survival

- ☐ 25 € ☐ 50 € ☐ 100 € ☐ 200 € ☐ autre €

Total €

Port étranger/avion, ajouter 7 €

☐ Ci-joint un chèque à l'ordre de Survival

☐ Je préfère régler par carte bancaire

N°

Date d'expiration

Signature

Date

Remplissez ce bulletin en lettres capitales, découpez-le et retournez-le accompagné de votre règlement à :
Survival 45 rue du Faubourg du Temple 75010 Paris

Survival International est une organisation mondiale de soutien aux peuples indigènes. Elle défend leur volonté de décider de leur propre avenir et les aide à garantir leur vie, leurs terres et leurs droits fondamentaux.

PAS DE GUERRE

PAS DE MISÈRE

PAS DE DROGUE

PAS DE DISCRIMINATION

PAS DE CORRUPTION

PAS DE POLLUTION

PAS DE SURPOPULATION

PAS D'ARMES NUCLÉAIRES



ET ON PRÉTEND QU'ILS NE SONT PAS CIVILISÉS. Ce sont les Jarawa, une tribu qui prospérait depuis des milliers d'années sur un minuscule archipel de l'Océan indien. Aujourd'hui tout cela a changé. L'Inde, à qui appartiennent ces îles, a mis en place un plan pilote pour sédentariser les Jarawa. Le type-même de schéma qui s'est déjà révélé désastreux pour bien d'autres peuples. Selon les experts, si le gouvernement ne revient pas sur sa décision, les Jarawa 'plongeront dans la mendicité, la servitude ou la prostitution'. Survival exhorte le gouvernement indien à permettre aux Jarawa de décider eux-mêmes de leur propre avenir. Le premier pas vers l'assurance qu'ils pourront continuer à vivre en paix et en sécurité sur leur terre ancestrale.

Apportez-leur votre soutien sur le site

www.survival-international.org

Survival
pour les peuples
indigènes

